



Politique et institutions

2.2 Les cantons

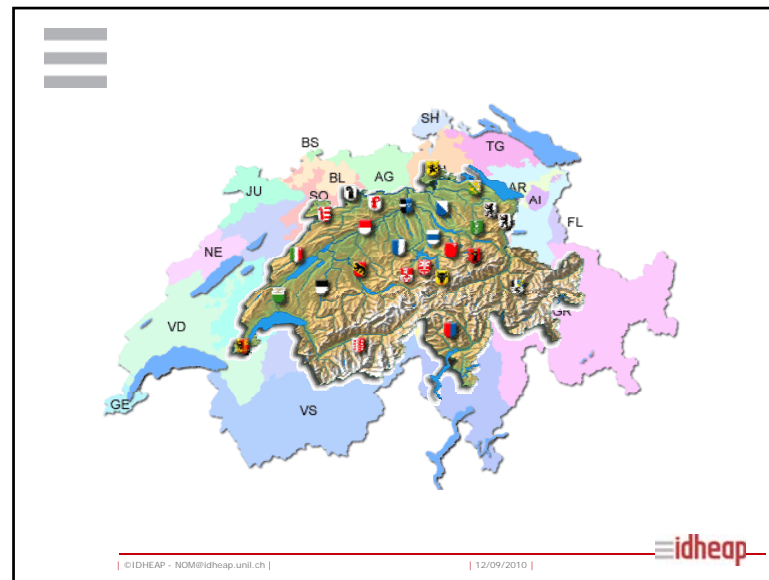
Prof. Andreas Ladner

Assistant: Julien Fiechter

Master PMP automne 2010



Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration
Institut universitaire autonome
L'Université pour le service public



Consensus des cantons?

Le consensus des cantons n'est pas à l'origine de la Confédération. En effet, c'est la victoire d'une coalition de cantons sur une autre coalition.



Art. 1 Confédération suisse

Le peuple suisse et les cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne, d'Uri, de Schwyz, d'Obwald et de Nidwald, de Glaris, de Zoug, de Fribourg, de Soleure, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, de Schaffhouse, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures, de Saint-Gall, des Grisons, d'Argovie, de Thurgovie, du Tessin, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura forment la Confédération suisse.

L'autonomie des cantons

- L'existence des cantons est garantie
- Les cantons s'organisent de façon autonome et choisissent librement leurs autorités
- Les cantons ne sont pas soumis à un contrôle politique
- Les cantons ont des compétences législatives étendues
- Les cantons sont chargés de mettre en œuvre la législation fédérale (fédéralisme d'exécution)
- Les cantons disposent de leurs propres ressources financières
- Les cantons participent à égalité de droits à la formation de la volonté au niveau fédéral

Souveraineté?

Aujourd'hui, les cantons ne sont plus des États souverains, mais plutôt des États membres avec le droit d'autogestion. Ils gardent leur souveraineté seulement là où la Constitution n'intervient pas. Le droit fédéral est plus puissant que le droit cantonal.

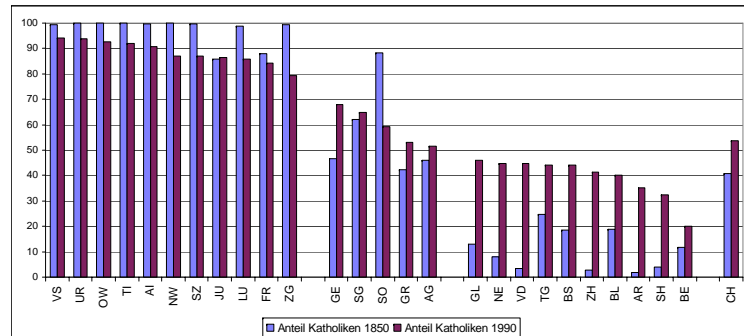
Titre 3: Confédération, cantons et communes

- **Chapitre premier: Rapports entre la Confédération et les cantons**
- **Section 1: Tâches de la Confédération et des cantons**
 - [Art. 42 Tâches de la Confédération](#)
 - [Art. 43 Tâches des cantons](#)
- **Section 2: Collaboration entre la Confédération et les cantons**
 - [Art. 44 Principes](#)
 - [Art. 45 Participation au processus de décision sur le plan fédéral](#)
 - [Art. 46 Mise en œuvre du droit fédéral](#)
 - [Art. 47 Autonomie des cantons](#)
 - [Art. 48 Conventions intercantionales](#)
 - [Art. 49 Primauté et respect du droit fédéral](#)
- **Section 3: Communes**
 - [Art. 50](#)
- **Section 4: Garanties fédérales**
 - [Art. 51 Constitutions cantonales](#)
 - [Art. 52 Ordre constitutionnel](#)
 - [Art. 53 Existence, statut et territoire des cantons](#)

Nombre d'habitants par canton (2000)

ZH	1'211'647	BS	187'667
BE	943'696	GR	186'744
VD	620'294	NE	165'731
AG	544'306	SZ	130'232
SG	449'399	ZG	99'388
GE	408'820	SH	73'305
LU	347'209	JU	68'794
TI	310'215	AR	53'515
VS	276'170	GL	38'546
BL	260'036	NW	38'000
SO	244'015	UR	35'246
FR	236'339	OW	32'414
TG	227'306	AI	15'021

Part des catholiques en 1850 et en 1990



© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

12/09/2010 |



Disparités fiscales

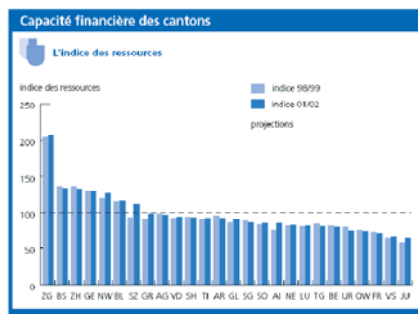
- <http://www.homegate.ch>
- <http://www.estv2.admin.ch/d/dienstleistungen/steuerrechner/steuerrechner.htm>

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

12/09/2010 |



Disparités économiques



L'indice des ressources sert de base à la péréquation des ressources. Il permet d'établir par habitant la capacité financière potentielle de chaque canton. Il représente le rapport entre le potentiel par habitant de ressources d'un canton et la moyenne suisse (100). La comparaison des chiffres obtenus sur deux périodes différentes montre que l'indice des ressources varie en fonction de la situation économique des cantons.

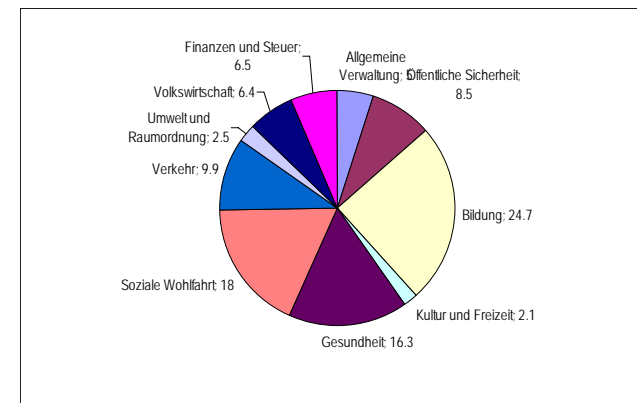
© Département fédéral des finances DFF / Conférence des gouvernements cantonaux CAC, 2004

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

12/09/2010 |



Les dépenses des cantons



Jahr: 1999

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

12/09/2010 |



Les employés dans le secteur public: Confédération, cantons et communes

Tabelle 1: Personalanteile nach Staatsebenen (in %) 1910-2001

Gebietskörperschaft	Jahr							
	1910	1950	1960	1970	1980	1991	1998	2001
Bund	47	40	39	35	28	27,3	23,7	19,4
Kantone	22	27	29	32	38	39,5	43,1	47,1
Gemeinden	31	33	32	33	34	33,2	33,2	33,5
N (in 1000)	132	236	289	380	482	612	548	532

Quellen: Für die Jahre 1910 bis 1980: Germann (1998b:12). Für die Jahre 1991 bis 2001 (Bundesamt für Statistik 2003a); Die Quoten für die Jahre 1991 bis 2001 basieren auf eigenen Berechnungen. Beschäftigte der Bezirke wurden den Gemeinden zugerechnet. Die Beschäftigten bei den staatlich anerkannten Kirchen, öffentlichrechtlichen Körperschaften und deren Betriebe wurden in die Berechnung nicht einbezogen, da diese keiner der Gebietskörperschaften zugeordnet werden können.

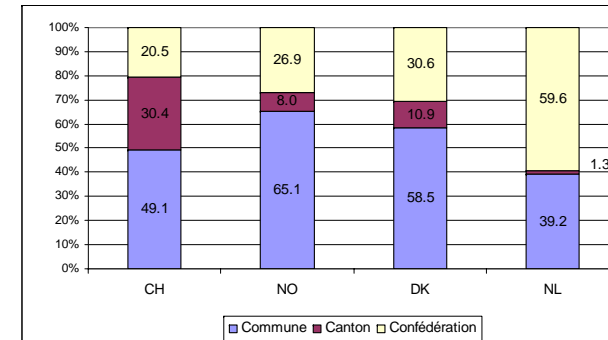
Ballendowitsch, Jens (2003). Sozialstruktur, soziale Sicherung und soziale Lage des öffentlichen Dienstes der Schweiz. Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung, Working papers Nr. 68.

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

| 12/09/2010 |



L'importance des différents niveaux politiques sur la vie quotidienne



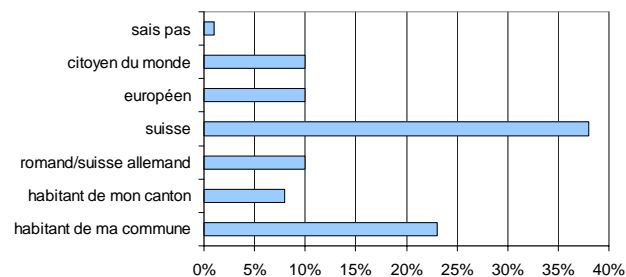
Source: Size and Local Democracy: Pourcentages de réponses „grande influence“

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

| 12/09/2010 |



Quelle est votre identité?



Source: UNIVOX-Befragung, Gesellschaft für Sozialforschung 1997

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

| 12/09/2010 |



Différences entre le système politique fédéral et les systèmes cantonaux

- Dans les cantons, l'exécutif est élu par le peuple
- Les moyens de la démocratie directe sont plus élaborés et ont plus de succès.
- Des parlements plus faibles, car ils ont seulement une chambre
- Le processus de consultation est moins formalisé, les associations d'intérêts ont moins d'influence
- Les systèmes de partis politiques sont moins complexes

Linder 1999: 156; Vatter 2002: 31 ff.

© IDHEAP - NOM@idheap.unil.ch |

| 12/09/2010 |



Le rôle des cantons dans les processus législatifs fédéraux (1)

Impulsion

- Initiative cantonale fréquemment utilisée...
- ... mais peu de succès

Phase pré-parlementaire

- Commissions d'experts: cantons fortement représentés
- (Pré-)consultation: cantons fortement consultés car responsables de la mise en oeuvre...
- ... mais pouvoir limité

Le rôle des cantons dans les processus législatifs fédéraux (2)

Pourquoi un pouvoir limité?

A cause des stratégies de l'administration fédérale

- Peu d'intérêt pour la mise en oeuvre
- Délais de réponses très courts
- Proposition retenue par la Confédération seulement si ne modifie pas le contenu matériel d'une réglementation
- Pas de critères uniformes pour pondérer les avis de la consultation
- La consultation est une forme linéaire, peu interactive, et lourde

La préconsultation paraît plus prometteuse

Le rôle des cantons dans les processus législatifs fédéraux (3)

Phase parlementaire: le bicamérisme intégral

- Conseil des Etats: pas une véritable chambre des cantons; mêmes circonscriptions électorales que pour le Conseil national
- Système majoritaire → surreprésentation du PRD et du PDC
- Surreprésentation des petits cantons
- Problématique de la défense des intérêts des cantons (cf paquet fiscal)

Le rôle des cantons dans les processus législatifs fédéraux (4)

Phase référendaire

Référendum obligatoire

- Règle de la double majorité: minorité théorique et empirique de blocage; cas empiriques de collision
- Propositions de réforme

Référendum cantonal

- Pas utilisé jusqu'en 2003: paquet fiscal